

# La résistance luxembourgeoise



## (1940-1944)

### L'invasion et les premières réactions (10 mai 1940-fin 1940)

Quand au matin du 10 mai 1940 les troupes allemandes envahirent le Grand-Duché de Luxembourg en violation flagrante de sa neutralité, les Luxembourgeois durent se résigner à regarder défiler dans les rues des villes et villages la Wehrmacht en rapide progression vers la Belgique et la France. Au soir du même jour, le territoire luxembourgeois était presque entièrement occupé. Ne voyant venir de contre-attaque française et sans nouvelles du gouvernement, les Luxembourgeois se sentirent abandonnés par ceux en qui ils avaient eu confiance jusque-là, les Français d'une part, les hommes politiques luxembourgeois d'autre part.

Néanmoins, dès les premiers jours leur attitude vis-à-vis de l'armée allemande fut foncièrement hostile. Sans moyens de défense, ils durent se plier aux exigences des envahisseurs, mais peu à peu des actes de sabotage et des manifestations anti-allemandes apparurent. Ça et là des lignes téléphoniques furent coupées et dans maints villages des discussions avec les soldats de la Wehrmacht dégénéraient en rixes où les soldats allemands durent souvent battre en retraite. Les conséquences de ces actes ne tardaient pas à se faire sentir. Dès la fin du mois de mai, on vit les premiers Luxembourgeois jugés par des tribunaux militaires pour coups et blessures ou encore pour offense à la glorieuse Wehrmacht ou à son chef Hitler.

Comme la commission d'administration luxembourgeoise chargée des affaires courantes était reconnue par les militaires allemands et mandatée par la Chambre des Députés, on put avoir l'impression qu'un arrangement avec l'occupant était possible. Cependant, parmi les jeunes l'esprit d'opposition était vivace et quand au 1er août 1940 un concert de la musique militaire de la Compagnie des volontaires était annulé par le commandant allemand, plusieurs centaines de personnes se rassemblèrent néanmoins à la Place d'Armes. Des étudiants entonnèrent alors des chants patriotiques et la foule les reprit de tout cœur au nez et à la barbe des soldats allemands.

Dès le 6 août 1940 la situation changea, quand arriva à Luxembourg un homme du parti nazi, le *Gauleiter* Gustav Simon, chargé par Hitler

de préparer l'annexion du Luxembourg à l'Allemagne. Son premier discours annonçait une germanisation du pays afin de préparer ainsi une annexion. Au même moment, l'attitude de refus des Luxembourgeois face aux nouveaux maîtres s'affirma. Le «*Spengelskrich*» était le premier épisode de cette résistance populaire spontanée. A partir du 14 août 1940, ils arborèrent fièrement des insignes nationalistes avec le lion rouge qu'ils avaient portés en 1939 pour les fêtes du centenaire de l'indépendance du Luxembourg. Des collaborateurs activistes du mouvement pro-allemand (*Volksdeutsche Bewegung VdB*) essayèrent de leur arracher les insignes et des bagarres parfois sanglantes s'en suivirent. Lorsque la Gestapo intervint contre les patriotes «*provocateurs*», des rapports de force nouveaux s'établirent en défaveur des patriotes. Néanmoins le port d'insignes patriotiques continua tout au long des années de l'occupation et maints jeunes se retrouvèrent ainsi devant le «*Sondergericht*» accusés de manifestation anti-allemande.

La démolition de la «*Gëlle Fra*» en octobre 1940 se fit sous les protestations de nombreux Luxembourgeois. La Gestapo arrêta une cinquantaine de jeunes patriotes qui firent cette fois-ci connaissance avec la «*Villa Pauly*», siège de la Gestapo. Jusqu'en automne 1940 les Luxembourgeois protestaient ainsi de façon spontanée contre les mesures allemandes annexionnistes.

Le patriotisme, qui avait atteint des sommets en 1939 pour les fêtes du centenaire de l'indépendance, était donc bien ancré chez les Luxembourgeois et particulièrement chez les jeunes.

### La résistance s'organise

Parallèlement aux actes de protestation évoqués plus haut, on peut constater les premières tentatives d'organiser la résistance contre la politique allemande sur des bases plus durables. Ainsi, vers la mi-août 1940 des chefs des scouts catholiques du district Sud se rencontrèrent à Esch-sur-Alzette et décidèrent de résister aux Allemands. La même réaction se manifesta plus tard à Luxembourg, à Diekirch et à Wiltz. Lorsque les nazis interdirent le mouvement scout au Luxembourg, l'organisation des

scouts continua d'exister dans la clandestinité sous le sigle LS, *Lëtzebuurger Scouten an der Resistenz*.

Fin septembre 1940, un étudiant du Lycée d'Echternach, Raymond Petit, fonda un groupe de résistance sous la dénomination LPL (*Lëtzebuurger Patriote-Liga*). Au Lycée de Diekirch Camille Sutor était l'animateur d'un groupe de jeunes opposants, les *Trei Lëtzebuurger Studenten* (TLS). Le 27 octobre 1940 Aloyse Raths, étudiant à l'Ecole normale, fonda à Bissen, son village natal, une organisation secrète qui voulait résister aux Allemands, la *Lëtzebuurger Legioun* (LL). Au mois de novembre 1940 le douanier en retraite Alphonse Rodesch fonda à Clervaux un second mouvement clandestin sous la dénomination LPL en se référant à un mouvement du même nom de la Première Guerre mondiale. Fin décembre 1940 Hubert Glesener, Ed. Heyardt et Pierre Fonck créèrent à Rumelange le LFB (*Lëtzebuurger Fräiheits-Bewegung*). Ces trois fondateurs, tous engagés politiquement avant l'occupation, réunissaient ainsi dans une même organisation de résistance des catholiques, des libéraux et des communistes.

Jusqu'à l'été 1941 d'autres mouvements de résistance virent le jour à travers le pays: À Bascharage, Albert Meyers fonda le mouvement *Lëtzebuurger Roude Léif* (LRL), à Differdange, Tétange et Rumelange se créa le LFK, *Lëtzebuurger Fräiheits-Kämpfer* et à Schifflange le mouvement ALWERAJE vit le jour. A Differdange, Josy Goerres créa les *Patriotes Indépendants* (Pi-Men). A Dudelange se constitua un second groupe LFB (*Lëtzebuurger Fräiheits-Bond*). Un premier groupe LFB (*Lëtzebuurger Fräiheits-Bewegung*) s'était constitué dès février 1940 à Luxembourg-Neudorf.

Ces nombreux groupes entrèrent rapidement en contact les uns avec les autres et bientôt des fusions s'opèrent. La plus importante fut celle, tout d'abord des TLS avec la LL, puis en juin 1941, celle des LS avec la LL pour donner alors le LVL, *Lëtzebuurger Volleks-Legioun*. Une tentative de collaboration et de fusion entre le LFK et le LFB (Rumelange) se solda par une trahison et des centaines d'arrestations. Les arrestations qui décimèrent à partir de novembre 1941 différents groupes firent en sorte qu'à côté de la LVL, la LPL, qui créa en 1942 à Bruxelles une section rassemblant les Luxembourgeois habitant la

Heim ins Reich zu hant  
 schlo de hater Frisch  
 Lëtzeburger! (aus chert  
 der 15 im 9 Ave London  
 Vise Charlotte

«Ons Hemecht»

DE FREIE LETZEBURGER  
**ONS HEMECHT**  
 OFFICIELLT ORGAN VUN DER LPL

Verantwortliche Redacter: Dengens Dömy. Drock a Verlag: 57, Pietresboulevard, Lëtzeburg.  
 Ennet dem Protectorat vum Gauleiter an dem Häuptling vum Mouvement  
 Direct Verbindung o'ni Drot mat London, New York, Moscau, Tschungking.

N° 23 So' secher we' ons Bierger wénken 30te September 1942  
 Könn d'Freihëtssonn en Dag ons blénken

--- Umsiedlung ---

Den "Umsiedlungsheld" SS Obergruppenführer Barkelmarm huet d'Wort, "Ien den impertinente Kérel gesin huet konnt sech dervun iwersäßen, dat mat him net gutt Fiaschen fessen ass. En echte Preiss, we' en am Buch stët. Mat sengem Gaunerblök wüllt on d'Lëtzeburger fforchten dun, hinnon d'Do' dsangsch andreiwen. A fir ons se boweisen dat on eppen se soon huet, huet hie gange seng patente'ert "Umsiedlungsmaschin" a Bewéjng gesat. De' Maschin, de' vrun a püer Jor am Tiro'l, an E' sterroich a Be'men wonesch geléscht soll hun, soll elo och onst Land vun alle widderstegenen Elementer

«De freie Lëtzeburger»

N° 14 18 te MÛ 1942

De "Freie" Lëtzeburger  
 Nationalistescht Oppositio'nsblad

Telefon: N° 12-34 Telegramadr.: Deflü

Verantwortliche Redacter: Dengens Dömy Verwaltung: Prising am Grond

erschéngt regelle'sseng onregelme'sseng

Direct Verbindongen o'ni Drot mat London, New-York a Moscau

So' secher we' ons d'Bierger wénken  
 könn d'Freihëtssonn en Dag ons blénken

--- 2 Jor Tyranni ---

Zënter 2 Jor: sichte de Preiss vergiewens d'Lëtzeburger hiror Gro'ss-herzogin ofspensteg ze máchen, well se den 10te MÛ 1940 d'Land verloss huet. Als Aentwert op all de' so' genannt "Argumenter" publizé'ere mir eng Ballad, de' a gudden Lëtzeburger ons dorifer ageschéckt huet.

10 te MÛ  
 So' deischer huet iwer Lëtzeburg  
 nach kémol eng Nücht gehäng.  
 So' schwa'ter nas kémol de jongen D.g  
 durch d'Frei'jorssonn nach gäng.

Vorflucht auf o'weg, 10te MÛ.  
 O, wira du nie erwächt;  
 wol ungeschick Stücken ballast Land

capitale belge, et le LRL restèrent les groupes les plus importants qui virent les survivants de groupes décimés les rejoindre. Les PI-Men continuèrent leur travail de façon indépendante car, pour des raisons de sécurité, ils ne s'étaient pas donné d'organisation structurée et hiérarchisée.

Le seul parti politique qui continua son travail dans la clandestinité était le parti communiste luxembourgeois (PCL). La résistance communiste fut décimée par une razzia policière en août 1942. François Frisch, jeune instituteur proche de Dominique Urbany réfugié à Bruxelles, fonda alors un nouveau mouvement de résistance l'ALEF (Aktiv Lëtzeburger Eenheitsfront géint de Faschismus).

Au moins à partir de 1943, un besoin d'unir tous les mouvements de résistance s'était fait sentir. Déjà en octobre 1941, mais encore face à la menace de l'introduction du service militaire allemand des concertations avaient eu lieu pour coordonner les actions des différents mouvements. Néanmoins il fallut attendre les arrestations massives de 1943 et les exécutions de février 1944 pour voir les survivants décider la création de l'«Unio'n vun de Lëtzeburger Freihëttsorganisatio'nen» le 23 mars 1944. Les trois grands mouvements LPL, LRL et LVL fusionnaient ainsi après de longues et difficiles négociations. Le LFB qui avait participé aux négociations refusa cependant d'entrer dans l'«Unio'n» avant le départ des Allemands pour des raisons de sécurité. Le tract qui annonçait la fusion des trois mouvements donnait comme raison de cette décision «d'Erkenntnes datt et besser ass fir eng an de' selwecht Säch zesammenzeschaffen, a fir engem Wonsch vun déne méschte gudden an treie Lëtzeburger entge'nt ze kommen». L'«Unio'n» était dirigée par un Comité central composé de deux représentants de chacun des trois mouvements.

Les activités des mouvements de résistance

Dans un rapport de novembre 1941 la Gestapo décrit les activités de la résistance de la façon suivante: «Die Tätigkeit der illegalen Gruppen erschöpft sich in illegalen Zusammenkünften, ausgedehnten Propagandaaktionen, in der Verbreitung sogenannter LPL-Ringe und LPL-Bilder, in der Waffen- und



*Sprengstoffbeschaffung, in der Hilfstätigkeit für die Angehörigen von Festgenommenen, in der Organisierung der unbefugten Abwanderungsbewegung und des Eintritts in feindliche Wehrdienste.»*

Ceci résume assez bien les activités de la première période de résistance. Avant tout, il s'agissait de lutter contre la propagande allemande en faveur du «*Heim ins Reich*». Par des tracts copiés à la main ou à la machine, photocopiés plus tard, distribués à des amis et collègues ou lancés dans la rue, on essaya de créer une contre-propagande et de raffermir ainsi l'esprit patriotique des Luxembourgeois. A partir de février 1941, la résistance communiste fit paraître le premier journal clandestin «*Die Wahrheit*». Ensemble avec les 19 numéros de «*Ons Zeitung*» produits par l'ALWERAJE à Schiff-lange, cette presse de gauche réussit à créer un moyen d'information libre en milieu ouvrier.

Dès l'été 1941, des Luxembourgeois de Bruxelles essayaient de s'adresser à leurs compatriotes dans la capitale belge et décidèrent d'éditer un journal: «*De freie Lëtzeburger*» avec en sous-titre «*Nationalistescht Oppositionsblad*». 17 numéros parurent d'octobre 1941 à août 1942. A partir de juillet 1942 (N° 18) des contacts entre la LPL de Alphonse Rodesch et la section LPL de Bruxelles amenèrent un changement de titre du journal qui s'appela dorénavant «*Ons Hemecht. Officiellt Organ vun der LPL*». Rédigé et imprimé à Bruxelles, chaque numéro était transporté à Luxembourg pour y être distribué. A partir de l'été 1942 le tirage augmenta pour atteindre jusqu'à 600 exemplaires.

A côté de ces parutions plus ou moins régulières, de nombreux tracts furent imprimés et distribués à travers le pays.

Dans les localités situées près des frontières belge et française la résistance se vit très tôt confrontée au problème du passage clandestin de ces frontières bien gardées par les Allemands. Prisonniers de guerre évadés, pilotes alliés abattus ou résistants luxembourgeois qui voulaient rejoindre la Grande Bretagne exigèrent la mise en place d'un réseau de passeurs. A partir de 1943, de nombreux jeunes refusant de servir dans la Wehrmacht furent conduits en France ou en Belgique pour échapper à la Gestapo. Une estimation permet d'affirmer qu'au moins 2000

personnes ont été guidées hors du pays par des passeurs luxembourgeois. Nombreux furent les passeurs qui payèrent de leur vie leur engagement au service de la liberté.

Si, dès les débuts de l'occupation, des résistants avaient compris tout l'intérêt du renseignement pour les Britanniques tenant seuls tête aux Allemands, les débuts du renseignement au Luxembourg furent très difficiles. Peu à peu les résistants cherchèrent à trouver des voies pour transmettre des informations vers Londres.

Ainsi, ce fut par le réseau de la «*Famille Martin*» fondé à Marseille, entre autres, par Walter Hamber, un juif autrichien établi à Luxembourg depuis 1926, que passèrent la plupart des rapports signés «*Jean l'Aveugle*», rédigés par le docteur Fernand Schwachtgen. Il convient ici de relever parmi de nombreuses autres informations généralement de grande valeur, celles qu'il livra sur les installations d'essai des fusées V1 et V2 à Peenemünde qui amenèrent les Anglais à bombarder les installations allemandes dans la nuit du 17 au 18 août 1943. Il est à noter que des informations sur Peenemünde avaient également été livrées aux Britanniques par le biais du réseau belge «*Clarence*» par la famille Roth de Wiltz, dont l'un des fils avait été astreint au service du travail (RAD) à Peenemünde.

A partir d'août 1942, l'industriel luxembourgeois établi à Bruxelles, Edouard Hemmer, créa ensemble avec Jean Fosty du réseau belge «*Zéro*» le service de renseignements: OT, l'Organisation Tod. Ce réseau «fut fondé à la demande et sur mission du gouvernement luxembourgeois en accord avec le gouvernement belge.» (Jean Fosty) OT rassemblait les informations en provenance du Luxembourg dont «*Zéro*» assurait la transmission à Londres. Fin avril 1943, Hemmer fut arrêté et le réseau OT cessa pratiquement toute activité.

A partir d'automne 1943, le renseignement luxembourgeois connut une relance. Au Luxembourg ce fut en premier lieu Josy Goerres qui avait compris tout l'intérêt du renseignement politique, économique et militaire. Ses nombreux rapports passèrent généralement par la Belgique pour atteindre le gouvernement en exil. D'autres rapports passèrent par les mains du docteur Charles Marx établi à Quillan dans l'Aude et qui avait des contacts très intensifs avec la résistance française.

En 1943, le gouvernement en exil voulut ranimer la ligne OT et envoya en Belgique plusieurs agents (e.a. Max Brahms, Monsieur Pierre) qui réussirent à mettre sur pied et à faire fonctionner une nouvelle ligne, la ligne VIC, approvisionnée en informations par les divers mouvements de résistance. Face à la méfiance des résistants vis-à-vis de ces envoyés de Londres, ceux-ci ne réussirent pas à réaliser l'unité de tous les mouvements telle que la voyait le gouvernement en exil.

Les actes de sabotage organisés par la résistance luxembourgeoise furent peu nombreux. Néanmoins dans les usines sidérurgiques un esprit de sabotage a existé pendant toute la durée de l'occupation, ce qui a permis de freiner la production. Il faut relever cependant deux actions de sabotage ferroviaire dues à l'initiative d'un résistant. Les Allemands réagirent de façon très sensible aux déraillements de trains provoqués par Jos Hittesdorf qui quitta tout de suite le pays et rejoignit le maquis de la Chartreuse.

Les grands succès des mouvements de résistance luxembourgeoise sont sans doute d'une part, le référendum du 10 octobre 1941 et d'autre part, la grève de septembre 1942.

A chaque fois les résistants ont réussi à mobiliser une grande majorité de la population pour exprimer son opposition aux exigences et mesures de l'occupant nazi. En octobre 1941, une écrasante majorité avait répondu par «*Dräimol Lëtzebuerg*» aux questions sur la nationalité, la langue maternelle et l'appartenance ethnique posées dans un questionnaire allemand à l'encontre des injonctions officielles qui exigeaient de répondre par «*Deutsch*». À la vue des premiers résultats, le Gauleiter ordonna l'arrêt de l'enquête, mesure que les Luxembourgeois interprétaient à juste titre comme une capitulation des Allemands devant leur patriotisme affirmé.

Devant la menace de l'introduction du service militaire obligatoire au Luxembourg, des représentants de différents mouvements de résistance s'étaient réunis pour voir comment la Résistance pourrait réagir contre cette éventualité. Finalement, on avait décidé de lancer un tract appelant les Luxembourgeois à une grève générale pour protester contre l'introduction du service militaire obligatoire par les Allemands. Le tract imprimé à Bruxelles ne contenait cependant



pas le mot «*Generalstreik*», mais le terme «*Maj.*». L'imprimeur belge, qui ne comprenait pas le Luxembourgeois, avait reproduit la mention en joignant d'imprimer le terme «*Generalstreik*» en majuscules. On ne réussit d'ailleurs plus à distribuer tous les tracts, mais néanmoins les grèves qui éclatèrent un peu partout dans le pays, amenèrent les Allemands à répondre par une répression sanglante. Vingt grévistes furent condamnés à mort par un tribunal d'exception et fusillés à Hinzert. Un vingt-et-unième gréviste fut condamné à mort par le tribunal spécial et guillotiné à la prison de Köln-Klingelpütz.

Si la grève a impressionné les Allemands de sorte qu'ils n'ont pas osé enrôler de force les classes d'âge 1904 à 1919 comme en Alsace et en Moselle, elle n'a pas empêché le départ des premiers jeunes Luxembourgeois le 18 octobre 1942 vers les casernes du Reich. Dès l'annonce de l'enrôlement de force un certain nombre de jeunes avaient pris la décision de ne pas se soumettre aux ordres allemands et de ne pas se présenter devant les commissions de révision ou d'être absents le jour du départ. Afin d'échapper aux recherches policières, il fallait trouver des endroits où ces jeunes pouvaient se cacher. Les mouvements de résistance comprirent de suite qu'ils étaient particulièrement sollicités maintenant. Forts de leur expérience de passeurs, ils pouvaient aider un certain nombre de jeunes à quitter le pays, mais la grande majorité des 3500 réfractaires (environ 2500) trouva un refuge au pays même. Aussi longtemps que la «*Kripo*» était chargée de faire les recherches, peu de jeunes furent découverts et arrêtés mais au moment où la Gestapo prit l'affaire en main, les arrestations augmentèrent.

Trouver un endroit sûr pour mettre à l'abri un ou plusieurs jeunes, assurer le ravitaillement de ces réfractaires alors que toute la nourriture était rationnée, trouver médecins et médicaments pour ceux qui étaient tombés malades, lutter contre l'ennui qui guettait ces jeunes à la longue, surveiller leur comportement afin de ne pas mettre en danger ceux qui les hébergeaient, voilà en quelques mots la tâche énorme qu'assumèrent les mouvements de résistance. Ainsi de nombreux réfractaires durent se terrer dans des «*Bunker*» spécialement creusés dans des forêts. Des caches furent encore aménagées dans des fermes et dans les caves et greniers de maisons

particulières. De nombreux jeunes trouvaient une cachette chez des parents ou des amis, mais durent souvent changer de lieu afin de ne pas éveiller les soupçons des voisins. Les déplacements de nuit constituaient autant de risques que des accompagnateurs de la résistance essayaient de minimiser. Certains endroits sont restés vivants dans la mémoire collective. Ainsi, p.ex. le curé de Pfaffenthal avait caché six jeunes dans le clocher de son église. 120 jeunes avaient trouvé refuge dans la galerie désaffectée du «*Hondsbösch*» à Niederkorn. Les «*Bunker*» près de Kaundorf et Boulaide et, de façon tragique, le «*Bunker*» de Heinerscheid que les Allemands avaient découvert et fait sauter avec six réfractaires. Dans chaque ville et village des patriotes étaient prêts à risquer leur vie pour sauver des réfractaires ou des résistants recherchés par la Gestapo.

## Conclusions

En général on estime que quelque 10% de la population totale ont posé des actes de résistance qualifiés. Cette constatation ne rejette pas les autres Luxembourgeois dans le camp de la

collaboration, mais tient compte du fait que la grande majorité s'est souvent contentée d'une attitude attentiste voire passive. Tous n'ont pas été capables de surmonter leur peur et de prendre des risques. Les raisons qui expliquent cette attitude sont multiples. Cependant, sauf les collaborateurs avérés, cette majorité silencieuse gardait ses convictions patriotiques intactes. Pour le fonds elle n'a pas cédé aux exigences de l'occupant, elle a accepté à des degrés divers des restrictions et même des souffrances et elle a surtout répondu positivement quand la résistance a fait appel à elle. Elle a ainsi créé le climat qui a permis à la résistance de se développer et de connaître de nombreux succès. Voilà ce qui a permis à plus de 90% de la population de considérer qu'ils ont tenu tête aux envahisseurs nazis et défendu l'indépendance du Luxembourg.

Paul Dostert

Differdange: Funérailles du héros national Pierre Nati (10.02.1946)

